



Conseil du commerce des marchandises  
6 juillet 2023

### **ORDRE DU JOUR PROPOSÉ**

**L'ORDRE DU JOUR PROPOSÉ EST LE SUIVANT:**

**1. NOTIFICATION D'ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX:**

**NOTIFICATION D'ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX**

- 1.1 ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE EL SALVADOR, LE HONDURAS ET LE TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU – NOTIFICATION DE SUSPENSION ENTRE EL SALVADOR ET LE TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU, MARCHANDISES ([WT/REG283/N/2](#))**
- 1.2 ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA COLOMBIE ET ISRAËL, MARCHANDISES ([WT/REG468/N/1](#))**

**NOTIFICATION DE MODIFICATIONS APPORTÉES À DES ACR EXISTANTS**

- 1.3 ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE L'ISLANDE, LE LIECHTENSTEIN, LA NORVÈGE ET LE ROYAUME-UNI, MARCHANDISES ([WT/REG459/N/2/ADD.1](#))**
- 2. RETRAIT DU ROYAUME-UNI DE L'UNION EUROPÉENNE: PROCÉDURES AU TITRE DE L'ARTICLE XXVIII:3 DU GATT DE 1994 – COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE ([G/L/1385/ADD.4](#))**
- 3. RETRAIT DU ROYAUME-UNI DE L'UNION EUROPÉENNE: PROCÉDURES AU TITRE DE L'ARTICLE XXVIII:3 DU GATT DE 1994 – COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LE ROYAUME-UNI ([G/L/1386/ADD.4](#))**
- 4. QUESTIONS DE MISE EN ŒUVRE DÉCOULANT DE LA CM12: FONCTIONNEMENT DU CCM ET DE SES ORGANES SUBSIDIAIRES, ET RÉPONSE DE L'OMC A LA PANDÉMIE – RAPPORT DE SITUATION DU PRÉSIDENT ([JOB/CTG/32](#), [JOB/CTG/33](#))**
- 5. ABSENCE DE RÉPONSE DES MEMBRES AUX QUESTIONS POSÉES PAR D'AUTRES MEMBRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS (VOIR L'ANNEXE 1)**
- 6. NON-NOTIFICATION PAR LES MEMBRES D'ÉLÉMENTS CONFORMÉMENT À CERTAINS ACCORDS DE L'OMC – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS (VOIR L'ANNEXE 2)**
- 7. MESURES ACCORDANT AUX PMA AYANT RÉCEMMENT QUITTÉ CE STATUT ET DONT LE PNB EST INFÉRIEUR À 1 000 USD DES AVANTAGES AU TITRE DE L'ANNEXE VII B) DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR DJIBOUTI AU NOM DU GROUPE DES PMA ([G/C/W/752](#))**

**PRÉOCCUPATIONS COMMERCIALES**

**NOUVELLES PRÉOCCUPATIONS COMMERCIALES**

**NÉANT**

---

**PRÉOCCUPATIONS COMMERCIALES SOULEVÉES PRÉCÉDEMMENT**

**8. UNION EUROPÉENNE – MISE EN ŒUVRE D'OBSTACLES NON TARIFAIRES VISANT LES PRODUITS AGRICOLES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE BRÉSIL, LE CANADA, LE COSTA RICA, L'ÉQUATEUR, LES ÉTATS-UNIS, LE GUATEMALA, LE PARAGUAY, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ET L'URUGUAY**

**9. CHINE – APPLICATION DE MESURES PERTURBATRICES ET RESTRICTIVES POUR LE COMMERCE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE**

**10. UNION EUROPÉENNE – PROJET DE RÈGLEMENT (UE) DE LA COMMISSION MODIFIANT LES ANNEXES II ET V DU RÈGLEMENT (CE) N° 396/2005 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL EN CE QUI CONCERNE LES LMR POUR LA CLOTHIANIDINE ET LE THIAMÉTHOXAME PRÉSENTS DANS OU SUR CERTAINS PRODUITS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE BRÉSIL ET LES ÉTATS-UNIS**

**11. CHINE – MESURES ADMINISTRATIVES POUR L'ENREGISTREMENT DES PRODUCTEURS ÉTRANGERS D'ALIMENTS IMPORTÉS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LES ÉTATS-UNIS ET L'UNION EUROPÉENNE**

**12. CHINE – RÈGLEMENT SUR LA SUPERVISION ET L'ADMINISTRATION DES PRODUITS COSMÉTIQUES (CSAR) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LES ÉTATS-UNIS, LE JAPON ET L'UNION EUROPÉENNE**

**13. CHINE – TRANSPARENCE DES SUBVENTIONS ET OBLIGATIONS DE LA CHINE EN MATIÈRE DE PUBLICATION ET D'ÉTABLISSEMENT DE POINTS D'INFORMATION EN VERTU DE SON PROTOCOLE D'ACCESSION – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE CANADA, LES ÉTATS-UNIS, LE JAPON, LE ROYAUME-UNI ET L'UNION EUROPÉENNE**

**14. INDE – DÉCRET RELATIF À L'EXIGENCE PRÉVOYANT QUE LES LOTS DE PRODUITS ALIMENTAIRES IMPORTÉS SOIENT ACCOMPAGNÉS D'UN CERTIFICAT ATTESTANT QUE LES PRODUITS SONT NON GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉS ET SANS OGM – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS**

**15. INDE – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE CERTAINES LÉGUMINEUSES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE, LE CANADA, LES ÉTATS-UNIS ET L'UNION EUROPÉENNE**

**16. ÉGYPTE: MESURE RELATIVE À LA CERTIFICATION HALAL, FONDÉE SUR LA NORME ÉGYPTIENNE ES 4249/2014 (PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX ALIMENTS HALAL CONFORMÉMENT À LA CHARIA) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE CANADA, LES ÉTATS-UNIS ET L'UNION EUROPÉENNE**

**17. PANAMA – PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA RÉCOLTE ET À LA GERMINATION DES OIGNONS ET POMMES DE TERRE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS**

**18. ÉMIRATS ARABES UNIS, ÉTAT DU KOWEÏT, OMAN, QATAR, ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE ET ROYAUME DE BAHREÏN – TAXE SÉLECTIVE APPLIQUÉE À CERTAINS PRODUITS IMPORTÉS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS, LA SUISSE ET L'UNION EUROPÉENNE**

**19. ÉTATS-UNIS – MESURES DE SUBVENTION DISCRIMINATOIRES ET AYANT DES EFFETS DE DISTORSION DES ÉCHANGES AU TITRE DE LA LOI DE 2022 SUR LA RÉDUCTION DE L'INFLATION – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE**

**20. ÉTATS-UNIS – SÉRIE DE MESURES DE POLITIQUE GÉNÉRALE AYANT DES EFFETS DE DISTORSION SUR L'INDUSTRIE DES SEMI-CONDUCTEURS ET SA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT MONDIALE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE**

**21. UNION EUROPÉENNE – PROHIBITION DISCRIMINATOIRE DE LA SUÈDE CONCERNANT L'ACCÈS AUX MARCHÉS DES ÉQUIPEMENTS 5G – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE**

**22. UNION EUROPÉENNE – MÉCANISME D'AJUSTEMENT CARBONE AUX FRONTIÈRES (PACTE VERT POUR L'EUROPE DE DÉCEMBRE 2019) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL, LA CHINE, LA FÉDÉRATION DE RUSSIE ET L'INDONÉSIE**

**23. AUSTRALIE – PROHIBITION DISCRIMINATOIRE CONCERNANT L'ACCÈS AUX MARCHÉS DES ÉQUIPEMENTS 5G – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE**

**24. MEXIQUE: PROCÉDURE D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ À LA NORME OFFICIELLE MEXICAINE NOM-223-SCFI/SAGARPA-2018. FROMAGES – DÉNOMINATION, SPÉCIFICATIONS, INFORMATION COMMERCIALE ET MÉTHODES D'ESSAI, PUBLIÉE LE 31 JANVIER 2019 – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS**

**25. INDE – POLITIQUE RELATIVE À L'IMPORTATION DE PNEUMATIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE, LE TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU, LA THAÏLANDE ET L'UNION EUROPÉENNE**

**26. INDE – MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ AU MOYEN D'ORDONNANCES EN MATIÈRE DE CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DANS DIVERS SECTEURS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE**

**27. INDONÉSIE – POLITIQUES ET PRATIQUES AYANT DES EFFETS DE RESTRICTION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON, LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET L'UNION EUROPÉENNE**

**28. ÉTATS-UNIS – RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE POMMES ET DE POIRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE**

**29. INDE – RESTRICTION À L'IMPORTATION DE CLIMATISEURS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON ET LA THAÏLANDE**

**30. CHINE – PROJET DE NORME NATIONALE CHINOISE RECOMMANDÉE (GB/T) POUR LES ÉQUIPEMENTS DE BUREAU (TECHNOLOGIE DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION – SPÉCIFICATION RELATIVE À LA SÉCURITÉ POUR LES ÉQUIPEMENTS DE BUREAU) – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON**

**31. CHINE – PROJET DE RÉVISION DE LA LOI CHINOISE SUR LES MARCHÉS PUBLICS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON**

**32. CHINE – PROJET DE NOUVELLE LOI SUR LE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON ET L'UNION EUROPÉENNE**

**33. UNION EUROPÉENNE – RENÉGOCIATION DES ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE CONTINGENTS TARIFAIRES EN RÉPONSE AU BREXIT: PRÉOCCUPATIONS SYSTÉMIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'URUGUAY**

**34. ROYAUME-UNI – PROJET DE LISTE CONCERNANT LES MARCHANDISES ET PROPOSITION D'ENGAGEMENTS DU ROYAUME-UNI EN MATIÈRE DE CONTINGENTS TARIFAIRES: PRÉOCCUPATIONS SYSTÉMIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR L'URUGUAY**

**35. UNION EUROPÉENNE – SYSTÈMES DE QUALITÉ APPLICABLES AUX PRODUITS AGRICOLES ET AUX DENRÉES ALIMENTAIRES – ENREGISTREMENT DE CERTAINES DÉNOMINATIONS DE FROMAGES EN TANT QU'INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET L'URUGUAY**

**36. INDONÉSIE – MÉCANISME POUR LE BILAN DES PRODUITS DE BASE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE JAPON ET L'UNION EUROPÉENNE**

**37. ÉTATS-UNIS, JAPON, PAYS-BAS – ACCORD ENTRE LES ÉTATS-UNIS, LE JAPON ET LES PAYS-BAS SUR LES RESTRICTIONS À L'EXPORTATION DE PUCES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE**

**38. ÉTATS-UNIS – MESURES PERTURBATRICES ET RESTRICTIVES AU NOM DE LA SÉCURITÉ NATIONALE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA CHINE**

**39. UNION EUROPÉENNE – PRODUITS ZÉRO DÉFORESTATION – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL, LA FÉDÉRATION DE RUSSIE ET L'INDONÉSIE**

**40. UNION EUROPÉENNE – PACTE VERT POUR L'EUROPE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

**41. SRI LANKA – INTERDICTION D'IMPORTER DIVERS PRODUITS – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA THAÏLANDE**

**42. NÉPAL – INTERDICTION D'IMPORTER DES BOISSONS ÉNERGISANTES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA THAÏLANDE**

**43. UNION EUROPÉENNE – RÈGLEMENT (UE) 2017/2321 ET RÈGLEMENT (UE) 2018/825 – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

**44. AUSTRALIE, CANADA, ÉTATS-UNIS, JAPON, NOUVELLE-ZÉLANDE, ROYAUME-UNI, SUISSE ET UNION EUROPÉENNE – MESURES DE RESTRICTION DU COMMERCE PRISES UNILATÉRALEMENT À L'ENCONTRE DE LA RUSSIE – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

**45. AUTRES QUESTIONS**

**45.1 CALENDRIER ANNUEL PROVISOIRE DES RÉUNIONS – ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES ([JOB/CTG/31](#)) ET CALENDRIER ÉVOLUTIF PROVISOIRE DES RÉUNIONS FORMELLES DES ORGANES DE L'OMC EN 2023 ([WT/INF/231/REV.1](#))**

**45.2 E-AGENDA**

**45.3 DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION**

**ANNEXE 1:**

**POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR –  
ABSENCE DE RÉPONSE DES MEMBRES AUX QUESTIONS POSÉES PAR  
D'AUTRES MEMBRES – DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS**

<b>MEMBRE</b>	<b>ORGANE SUBSIDIAIRE</b>	<b>DOCUMENT PERTINENT</b>
<b>LIBÉRIA</b>	<b>COMITE DES SAUVEGARDES</b>	<b>G/SG/Q1/LBR/1 (DATÉ DU 4 AVRIL 2018)</b>
<b>LIBÉRIA</b>	<b>COMITE DES PRATIQUES ANTIDUMPING/COMITE DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>G/ADP/Q1/LBR/3– G/SCM/Q1/LBR/3 (DATÉ DU 2 OCTOBRE 2020)</b>
<b>GHANA</b>	<b>COMITE DES PRATIQUES ANTIDUMPING/COMITE DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES/COMITE DES SAUVEGARDES</b>	<b>G/ADP/Q1/GHA/3– G/SCM/Q1/GHA/3– G/SG/Q1/GHA/3 (DATÉ DU 15 MARS 2021)</b>
<b>SAINT-KITTS-ET-NEVIS</b>	<b>COMITE DES PRATIQUES ANTIDUMPING/COMITE DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>G/ADP/Q1/KNA/1– G/SCM/Q1/KNA/1 (DATÉ DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2021)</b>
<b>INDE</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>G/STR/Q1/IND/22 (DATE DU 17 JUIN 2021) (LES RÉPONSES A CERTAINES QUESTIONS RESTENT EN SUSPENS)</b>

**ANNEXE 2:**

**POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR –  
NON-NOTIFICATION PAR LES MEMBRES D'ÉLÉMENTS CONFORMÉMENT  
À CERTAINS ACCORDS DE L'OMC – DEMANDE  
PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS**

<b>MEMBRE</b>	<b>ORGANE SUBSIDIAIRE</b>	<b>ACCORD CONCERNE</b>
<b>AFGHANISTAN</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>ANGOLA</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 25.2 DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES ("ACCORD SMC")</b>
<b>ANGOLA</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>ARTICLE XVII:4 A) DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994 ET PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR L'INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE XVII DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994 ("PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD")</b>
<b>ANGOLA</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>ANTIGUA-ET-BARBUDA</b>	<b>COMITÉ DES SAUVEGARDES</b>	<b>ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES</b>
<b>ANTIGUA-ET-BARBUDA</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>ANTIGUA-ET-BARBUDA</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>ARTICLE 22 (LÉGISLATION NATIONALE SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE) DU CODE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>
<b>ANTIGUA-ET-BARBUDA</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>BANGLADESH</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 25.2 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>BANGLADESH</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 32.6 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>BANGLADESH</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>BANGLADESH</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>ARTICLE 22 (LÉGISLATION NATIONALE SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE) DU CODE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>
<b>BANGLADESH</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>BELIZE</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLES 25.12 ET 32.6 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>BELIZE</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>BENIN</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>BENIN</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>BOTSWANA</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 32.6 DE L'ACCORD SMC</b>

<b>MEMBRE</b>	<b>ORGANE SUBSIDIAIRE</b>	<b>ACCORD CONCERNE</b>
<b>BOTSWANA</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>BRUNEI DARUSSALAM</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>BURKINA FASO</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>BURUNDI</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>CABO VERDE</b>	<b>COMITÉ DES PRATIQUES ANTIDUMPING</b>	<b>ARTICLE 18.5 DE L'ACCORD SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VI DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994 ("ACCORD ANTIDUMPING")</b>
<b>CABO VERDE</b>	<b>COMITÉ DES SAUVEGARDES</b>	<b>ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES</b>
<b>CABO VERDE</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 25.2 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>CABO VERDE</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLES 25.12 ET 32.6 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>CABO VERDE</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>CAMEROUN</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>CAMEROUN</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>ARTICLE 22 (LÉGISLATION NATIONALE SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE) DU CODE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>
<b>CAMEROUN</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>CONGO</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>CONGO</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>ARTICLE 22 (LÉGISLATION NATIONALE SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE) DU CODE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>
<b>CONGO</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>CÔTE D'IVOIRE</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>CUBA</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>DJIBOUTI</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 25.2 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>DJIBOUTI</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLES 25.12 ET 32.6 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>DJIBOUTI</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>DJIBOUTI</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>ARTICLE 22 (LÉGISLATION NATIONALE SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE) DU CODE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>
<b>DJIBOUTI</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>DOMINIQUE</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>ESWATINI</b>	<b>COMITÉ DES SAUVEGARDES</b>	<b>ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES</b>

<b>MEMBRE</b>	<b>ORGANE SUBSIDIAIRE</b>	<b>ACCORD CONCERNE</b>
<b>ESWATINI</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 32.6 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>ESWATINI</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>GABON</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>GABON</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>GEORGIE</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>GHANA</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>ARTICLE 22 (LÉGISLATION NATIONALE SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE) DU CODE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>
<b>GHANA</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>GRENADE</b>	<b>COMITÉ DES SAUVEGARDES</b>	<b>ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES</b>
<b>GRENADE</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>ARTICLE 22 (LÉGISLATION NATIONALE SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE) DU CODE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>
<b>GRENADE</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>GUINÉE-BISSAU</b>	<b>COMITÉ DES PRATIQUES ANTIDUMPING</b>	<b>ARTICLES 16.5 ET 18.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING</b>
<b>GUINÉE-BISSAU</b>	<b>COMITÉ DES SAUVEGARDES</b>	<b>ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES</b>
<b>GUINÉE-BISSAU</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 25.2 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>GUINÉE-BISSAU</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLES 25.12 ET 32.6 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>GUINÉE-BISSAU</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>GUINÉE-BISSAU</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>ARTICLE 22 (LÉGISLATION NATIONALE SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE) DU CODE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>
<b>GUINÉE-BISSAU</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>GUYANA</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>GUYANA</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>ARTICLE 22 (LÉGISLATION NATIONALE SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE) DU CODE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>
<b>GUYANA</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>HAÏTI</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>ARTICLE 22 (LÉGISLATION NATIONALE SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE) DU CODE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>
<b>HAÏTI</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>ILES SALOMON</b>	<b>COMITÉ DES PRATIQUES ANTIDUMPING</b>	<b>ARTICLES 16.5 ET 18.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING</b>
<b>ILES SALOMON</b>	<b>COMITÉ DES SAUVEGARDES</b>	<b>ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES</b>
<b>ILES SALOMON</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 25.2 DE L'ACCORD SMC</b>



<b>MEMBRE</b>	<b>ORGANE SUBSIDIAIRE</b>	<b>ACCORD CONCERNE</b>
<b>ILES SALOMON</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLES 25.12 ET 32.6 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>ILES SALOMON</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>ILES SALOMON</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>INDONÉSIE</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>KENYA</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 25.2 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>KOWEÏT</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>LESOTHO</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>LIBERIA</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 25.2 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>LIBERIA</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>ARTICLE 22 (LÉGISLATION NATIONALE SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE) DU CODE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>
<b>LIBERIA</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>MADAGASCAR</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>MADAGASCAR</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>MALDIVES</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 25.2 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>MALDIVES</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>MALDIVES</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>ARTICLE 22 (LÉGISLATION NATIONALE SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE) DU CODE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>
<b>MALDIVES</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>MALI</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>MAURITANIE</b>	<b>COMITÉ DES PRATIQUES ANTIDUMPING</b>	<b>ARTICLES 16.5 ET 18.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING</b>
<b>MAURITANIE</b>	<b>COMITÉ DES SAUVEGARDES</b>	<b>ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES</b>
<b>MAURITANIE</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 25.2 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>MAURITANIE</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLES 25.12 ET 32.6 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>MAURITANIE</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>MAURITANIE</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>ARTICLE 22 (LÉGISLATION NATIONALE SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE) DU CODE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>
<b>MAURITANIE</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>MONGOLIE</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>

<b>MEMBRE</b>	<b>ORGANE SUBSIDIARE</b>	<b>ACCORD CONCERNE</b>
<b>MOZAMBIQUE</b>	<b>COMITÉ DES PRATIQUES ANTIDUMPING</b>	<b>ARTICLE 18.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING</b>
<b>MOZAMBIQUE</b>	<b>COMITÉ DES SAUVEGARDES</b>	<b>ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES</b>
<b>MOZAMBIQUE</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 25.2 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>MOZAMBIQUE</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 32.6 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>MOZAMBIQUE</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>MYANMAR</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>NÉPAL</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 25.2 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>NÉPAL</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>NÉPAL</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>NIGER</b>	<b>COMITÉ DES PRATIQUES ANTIDUMPING</b>	<b>ARTICLES 16.5 ET 18.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING</b>
<b>NIGER</b>	<b>COMITÉ DES SAUVEGARDES</b>	<b>ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES</b>
<b>NIGER</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 25.2 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>NIGER</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLES 25.12 ET 32.6 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>NIGER</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>NIGER</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>OUGANDA</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>PAKISTAN</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>ARTICLE 22 (LÉGISLATION NATIONALE SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE) DU CODE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>
<b>PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>RDP LAO</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE</b>	<b>COMITÉ DES PRATIQUES ANTIDUMPING</b>	<b>ARTICLE 18.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING</b>
<b>RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE</b>	<b>COMITÉ DES SAUVEGARDES</b>	<b>ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES</b>
<b>RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 25.2 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLES 25.12 ET 32.6 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>

<b>MEMBRE</b>	<b>ORGANE SUBSIDIAIRE</b>	<b>ACCORD CONCERNE</b>
<b>RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>ARTICLE 22 (LÉGISLATION NATIONALE SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE) DU CODE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>
<b>RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO</b>	<b>COMITÉ DES PRATIQUES ANTIDUMPING</b>	<b>ARTICLE 18.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING</b>
<b>RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO</b>	<b>COMITÉ DES SAUVEGARDES</b>	<b>ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES</b>
<b>RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 25.2 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 32.6 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>ARTICLE 22 (LÉGISLATION NATIONALE SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE) DU CODE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>
<b>RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>RWANDA</b>	<b>COMITÉ DES PRATIQUES ANTIDUMPING</b>	<b>ARTICLE 18.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING</b>
<b>RWANDA</b>	<b>COMITÉ DES SAUVEGARDES</b>	<b>ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES</b>
<b>RWANDA</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 25.2 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>RWANDA</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLES 25.12 ET 32.6 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>RWANDA</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>SAINT-KITTS-ET-NEVIS</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>SAINT-KITTS-ET-NEVIS</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES</b>	<b>COMITÉ DES PRATIQUES ANTIDUMPING</b>	<b>ARTICLE 16.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING</b>
<b>SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES</b>	<b>COMITÉ DES SAUVEGARDES</b>	<b>ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES</b>
<b>SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 32.6 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>SAINTE-LUCIE</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>SAINTE-LUCIE</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>ARTICLE 22 (LÉGISLATION NATIONALE SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE) DU CODE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>
<b>SAINTE-LUCIE</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>SAMOA</b>	<b>COMITÉ DES PRATIQUES ANTIDUMPING</b>	<b>ARTICLE 16.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING</b>
<b>SAMOA</b>	<b>COMITÉ DES SAUVEGARDES</b>	<b>ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES</b>
<b>SAMOA</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 25.2 DE L'ACCORD SMC</b>

<b>MEMBRE</b>	<b>ORGANE SUBSIDIAIRE</b>	<b>ACCORD CONCERNE</b>
<b>SAMOA</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 32.6 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>SAMOA</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>ARTICLE 22 (LÉGISLATION NATIONALE SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE) DU CODE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>
<b>SAMOA</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>SÉNÉGAL</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>SEYCHELLES</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>ARTICLE 22 (LÉGISLATION NATIONALE SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE) DU CODE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>
<b>SEYCHELLES</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>SIERRA LEONE</b>	<b>COMITÉ DES PRATIQUES ANTIDUMPING</b>	<b>ARTICLES 16.5 ET 18.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING</b>
<b>SIERRA LEONE</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 25.2 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>SIERRA LEONE</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLES 25.12 ET 32.6 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>SIERRA LEONE</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>SIERRA LEONE</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>ARTICLE 22 (LÉGISLATION NATIONALE SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE) DU CODE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>
<b>SIERRA LEONE</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>SRI LANKA</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>SURINAME</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>TADJIKISTAN</b>	<b>COMITÉ DES PRATIQUES ANTIDUMPING</b>	<b>ARTICLES 16.5 ET 18.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING</b>
<b>TADJIKISTAN</b>	<b>COMITÉ DES SAUVEGARDES</b>	<b>ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES</b>
<b>TADJIKISTAN</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLES 25.12 ET 32.6 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>TADJIKISTAN</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>TADJIKISTAN</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>ARTICLE 22 (LÉGISLATION NATIONALE SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE) DU CODE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>
<b>TADJIKISTAN</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>TANZANIE</b>	<b>COMITÉ DES PRATIQUES ANTIDUMPING</b>	<b>ARTICLE 18.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING</b>
<b>TANZANIE</b>	<b>COMITÉ DES SAUVEGARDES</b>	<b>ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES</b>
<b>TANZANIE</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 25.2 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>TANZANIE</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLES 25.12 ET 32.6 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>TANZANIE</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>

<b>MEMBRE</b>	<b>ORGANE SUBSIDIAIRE</b>	<b>ACCORD CONCERNE</b>
<b>TCHAD</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 25.2 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>TCHAD</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>ARTICLE 22 (LÉGISLATION NATIONALE SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE) DU CODE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>
<b>TCHAD</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>TOGO</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>TUNISIE</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>VANUATU</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 25.2 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>VANUATU</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>YÉMEN</b>	<b>COMITÉ DES PRATIQUES ANTIDUMPING</b>	<b>ARTICLES 16.5 ET 18.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING</b>
<b>YÉMEN</b>	<b>COMITÉ DES SAUVEGARDES</b>	<b>ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES</b>
<b>YÉMEN</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLE 25.2 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>YÉMEN</b>	<b>COMITÉ DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>ARTICLES 25.12 ET 32.6 DE L'ACCORD SMC</b>
<b>YÉMEN</b>	<b>GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT</b>	<b>PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD</b>
<b>YÉMEN</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>ARTICLE 22 (LÉGISLATION NATIONALE SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE) DU CODE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>
<b>YÉMEN</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>
<b>ZAMBIE</b>	<b>COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE</b>	<b>RÉPONSES À LA LISTE DE QUESTIONS (G/VAL/5)</b>